

LE RWANDA FACE À UN NOUVEAU GÉNOCIDE ?

UN ENTRETIEN AVEC FRANÇOISE SAULNIER *

Bien que toujours impuni le génocide commis, en 1994, par les Hutus à l'encontre des Tutsis est connu de tous. Mais, depuis quelques jours, la communauté internationale semble découvrir au vu de témoignages accablants qu'à leur tour des populations hutues ont été et sont encore massacrées en grand nombre (plus de 100 000 en deux ans) avec la complicité, voire l'assentiment, du pouvoir rwandais, désormais aux mains des Tutsis.

● **Assiste-t-on à un nouveau génocide ?**

- Même si les méthodes se ressemblent et si même beaucoup de gens sont tués parce qu'ils sont Hutus, je pense que l'objectif du gouvernement rwandais n'est pas l'extermination mais l'asservissement. En 1994, il était possible d'éliminer physiquement les Tutsis qui étaient minoritaires. D'ailleurs, ils ont disparu du Rwanda à 90% ! Le problème hutu est différent : à moins de vouloir régner sur un royaume des morts, le gouvernement ne souhaite sans doute pas se débarrasser d'une « ethnie » particulière, mais il ne veut pas avoir d'opposition. Donc il fait disparaître tous les Hutus représentatifs d'une certaine éducation, d'un pouvoir, d'une autorité morale. Et il fait vivre les autres en sursis, et entretient un climat de terreur pour qu'ils n'aient pas envie de relever la tête.

villages au fur et à mesure de son avancée. Des tueries, des massacres, des représailles ont suivi, sans que l'on comprenne trop qui tuait, qui était tué...

Une fois le FPR installé au pouvoir, les massacres et les disparitions ont pris un tour beaucoup plus organisé politiquement. Cela se passait la nuit, et donc ne pouvait pas être un acte incontrôlé de vengeance spontanée... C'est quand nous sommes arrivés à Kibeho que nous avons eu la démonstration flagrante de massacres organisés, planifiés (au moins 2000 personnes, en avril 1995), qui n'ont rencontré aucune résistance de la part de la communauté internationale. Là, ce n'était pas le fait d'un commandant isolé qui aurait « disjoncté » ! Cela nous a démontré la complicité des autorités politiques rwandaises ainsi que le refus des soldats de l'Onu de témoigner de ce qu'ils savaient.

Par la suite, c'est encore un nouveau

pour une invasion le jour de la reconquête : ils seront poussés devant comme ils l'ont été au moment de l'exode. Ils choisissent donc entre deux maux terribles, reviennent régulièrement, par tous petits groupes et leur retour doit être évalué à l'aune de ces catastrophes. Revenus dans leur pays, ils décodent le système politique du Rwanda, déterminent l'espace dans lequel ils arriveront à vivre s'ils ne se mêlent pas de ceci ou de cela, s'ils prennent les terres inoccupées qui leur seront données par le bourgmestre du village : le Rwanda a besoin de paysans pour fournir une certaine production. Voilà pourquoi il n'y a pas eu tellement de massacres, plutôt des arrestations, mais dosées, étalées...

● **Pourquoi ces persécutions sur la population hutue n'ont-elles pas été dénoncées plus tôt ?**

- Parce que nous assistons à une cécité volontaire des observateurs ! Nous sommes actuellement dans une logique effarante jusqu'à l'absurde, qui s'exprime ainsi : à partir du moment où l'on voit les choses, si on les dénonce, on entre en conflit, donc on s'expose à de gros problèmes et l'ensemble de la mission ne pourra plus observer. Il faudra qu'elle parte. Si nous voulons rester pour observer, il ne faut rien dire ! C'était flagrant à Kibeho, notamment, où les observateurs sont revenus sur leurs déclarations. La présence prend le pas sur la mission et il y a toujours négociation avec le pouvoir.

Pourtant nous savons bien que s'il n'y a



VE

e 24 fé
du Par
avait r
Necme
du Par

diqué dix de
celui de l'Éc
térieur, ains
Les critique
participation
firent de plu
Hacki Kara
l'armée et le
paramilitaire
Yilmaz, qui
campagne é
le Refah. L
l'Anap sign
40 des 124
sionner.

Mesut Y
la voie just
tractations e
coalition gou
quence : à
moyen des s
teignit un ta

jectif du gouvernement rwandais n'est pas l'extermination mais l'asservissement. En 1994, il était possible d'éliminer physiquement les Tutsis qui étaient minoritaires. D'ailleurs, ils ont disparu du Rwanda à 90% ! Le problème hutu est différent : à moins de vouloir régner sur un royaume des morts, le gouvernement ne souhaite sans doute pas se débarrasser d'une « ethnie » particulière, mais il ne veut pas avoir d'opposition. Donc il fait disparaître tous les Hutus représentatifs d'une certaine éducation, d'un pouvoir, d'une autorité morale. Et il fait vivre les autres en sursis, et entretient un climat de terreur pour qu'ils n'aient pas envie de relever la tête.



S'il n'y a aucune dénonciation, les massacres continueront.

● **Comment cette technique de l'asservissement des Hutus s'est-elle mise en place ?**

- En plusieurs phases. Du mois d'avril 1994 (début du génocide tutsi) au mois de juillet 1995 (prise de pouvoir du Front Patriotique Rwandais), il y a eu des massacres importants de Hutus, mais ils sont impossibles à chiffrer. Les équipes de MSF n'arrivaient pas à déterminer si les régions entièrement vides qu'elles traversaient l'étaient à cause du génocide ou à cause de l'avancée des troupes de libération. Mais une fois passé le feu de la guerre, un autre mécanisme s'est mis en place : de juillet à septembre, il y a eu une répression très massive. L'armée du FPR, venue de l'extérieur et ne connaissant donc pas le terrain, a recruté dans les

* *Juriste à Médecins sans Frontières (MSF)*

massacres et les disparitions ont pris un tour beaucoup plus organisé politiquement. Cela se passait la nuit, et donc ne pouvait pas être un acte incontrôlé de vengeance spontanée... C'est quand nous sommes arrivés à Kibeho que nous avons eu la démonstration flagrante de massacres organisés, planifiés (au moins 2000 personnes, en avril 1995), qui n'ont rencontré aucune résistance de la part de la communauté internationale. Là, ce n'était pas le fait d'un commandant isolé qui aurait « disjoncté » ! Cela nous a démontré la complicité des autorités politiques rwandaises ainsi que le refus des soldats de l'Onu de témoigner de ce qu'ils savaient.

Par la suite, c'est encore un nouveau

système qui s'est imposé : l'épuration par les arrestations et l'emprisonnement. Il n'y avait pas lieu de continuer à tuer les gens en les entraînant dans les bois, il suffisait de les arrêter, alors qu'ils n'avaient pas été inquiétés pendant plus de 8 mois, et de les conduire dans les prisons qui servaient de mouiroirs ! Actuellement, les meurtres sont ciblés à un haut niveau puisque l'on assiste à des attentats contre des journalistes, des juges ou des anciens membres du gouvernement qui ont démissionné, refusant de couvrir les exactions contre les Hutus.

● **Quels risques courent les Hutus réfugiés de l'autre côté de la frontière ?**

- Il faut savoir que la vie de l'autre côté, dans les camps, est intenable. Ils sont manipulés par les leaders auteurs du génocide et il pèse sur eux une terrible menace : celle d'être un jour utilisés par ces mêmes leaders comme boucliers humains

groupes et leur retour doit être évalué à l'aune de ces catastrophes. Revenus dans leur pays, ils décodent le système politique du Rwanda, déterminent l'espace dans lequel ils arriveront à vivre s'ils ne se mêlent pas de ceci ou de cela, s'ils prennent les terres inoccupées qui leur seront données par le bourgmestre du village : le Rwanda a besoin de paysans pour fournir une certaine production. Voilà pourquoi il n'y a pas eu tellement de massacres, plutôt des arrestations, mais dosées, étalées...

● **Pourquoi ces persécutions sur la population hutue n'ont-elles pas été dénoncées plus tôt ?**

- Parce que nous assistons à une cécité volontaire des observateurs ! Nous sommes actuellement dans une logique effarante jusqu'à l'absurde, qui s'exprime ainsi : à partir du moment où l'on voit les choses, si on les dénonce, on entre en conflit, donc on s'expose à de gros problèmes et l'ensemble de la mission ne pourra plus observer. Il faudra qu'elle parte. Si nous voulons rester pour observer, il ne faut rien dire ! C'était flagrant à Kibeho, notamment, où les observateurs sont revenus sur leurs déclarations. La présence prend le pas sur la mission et il y a toujours négociation avec le pouvoir.

Pourtant nous savons bien que s'il n'y a aucune dénonciation, les massacres continuent à avancer. Dès que se manifeste une forme de résistance, le mécanisme est obligé de prendre des chemins détournés, de changer d'échelle.

Nous, à MSF, avons eu très tôt d'énormes suspicions. D'abord parce qu'en terme médical, nous sommes obligés d'avoir une relation humaine : un malade, a toujours un nom, une fiche, une pathologie précise. Ce n'est jamais devant vos yeux que les gens sont assassinés. Mais si le matin, des têtes manquent à l'appel, nous finissons par nous inquiéter, même si d'autres les remplacent. Malheureusement, il y a beaucoup de philosophies différentes de l'action humanitaire qui se satisfont de l'imperfection du monde ! et le « on n'est pas là pour juger » prime. Au Rwanda, ce n'est pas du manque économique que les gens souffrent en priorité mais bien parce qu'on les empêche de vivre tout court !

Propos recueillis par
Michèle Duflot

participation des
furent de plus en
Hacki Karadayi,
l'armée et les diri
paramilitaire mire
Yilmaz, qui avait
campagne électora
le Refah. Des r
l'Anap signèrent u
40 des 124 déput
sionner.

Mesut Yilmaz (à
la voie juste) repr
tractations en vue
coalition gouverne
quence : à la Bo
moyen des action
teignit un taux rec



Dimanche dem
au tohu-bohu qui
le président Süley
la Chambre et à
de nouvelles élec
conclu ne prévoi
amélioration dan
Même les plus op
estiment que l'all
toute une législat
scrutin du 24 déc
tives échouèrent
l'inimitié person
de droite, pourta
qui est de leurs p
putés du Parti
Grande unité or
l'Anap, mais se
tenir le cabinet lo
l'Assemblée nati
l'Anap et le DY